

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 17/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

IDEX BIORESSOURCES

148-152 Route de la Reine
92100 Boulogne-Billancourt

Références : IC230373/PBi/RAPVI
Code AIOT : 0010000378

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement IDEX BIORESSOURCES implanté Avenue Louis Pasteur 28630 Gellainville. L'inspection a été annoncée le 20/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEX BIORESSOURCES
- Avenue Louis Pasteur 28630 Gellainville
- Code AIOT : 0010000378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site IDEX de Gellainville est classé pour le stockage de céréales au titre de la rubrique 2160 sous le régime de l'autorisation, ainsi que pour le stockage de pellets de bois sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 1532.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des inspections des 04/11/2020 et 25/06/2021 ;
- Récolement à l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/12/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Vérification des équipements de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	Volume de la réserve incendie - D3 VI 04/11/2020	Arrêté Préfectoral du 02/08/1999, article 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
7	Affichage du volume disponible d'eau incendie - R1 VI 04/11/20	Arrêté Préfectoral du 02/08/1999, article 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
11	Réserve incendie	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Bassin de rétention	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 8	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Suivi des stocks	AP Complémentaire du 26/12/2022, article 2 et 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Antenne RTK - NC1 VI 04/11/20	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
2	Vérification des extincteurs - NC2 VI 04/11/2020	Arrêté Préfectoral du 02/08/1999, article 1.6.1	/	Sans objet
3	Respect étude technique foudre - D1 VI 04/11/20	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
5	Extincteur poste fer - D2 VI 04/11/2020	Arrêté Préfectoral du 02/08/1999, article 1.6.1	/	Sans objet
8	Fréquence de contrôle d'empoussièrement - NC1 VI 25/06/21	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
9	Rapport d'incident - D1 VI 25/06/2021	Code de l'environnement du 20/06/2023, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 04/11/2020 :</u> "Le document transmis par l'exploitant est une étude générique concernant les antennes sur ses sites. L'exploitant n'a pas présenté d'étude technique spécifique au site justifiant que l'antenne RTK présente sur le site n'est pas source d'incendie ou de risque d'explosion de poussières." Non-conformité NC1 : "L'exploitant n'a pas présenté l'étude technique spécifique au site de Gellainville qui justifie que l'antenne RTK présente sur le site n'est pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières." <u>Réponse de l'exploitant du 14/01/2021 :</u> "A la suite de l'évolution technologique du système RTK, les antennes du réseau RTK seront progressivement retirées de l'ensemble des sites et au plus tard en 2022." Interrogé sur le sujet durant l'instruction de son dossier de modification du site en 2022, IDEX a indiqué que l'antenne RTK devait être démontée avant la transmission de propriété. <u>Constat du 21/06/2023 :</u> L'exploitant indique que cette antenne a été retirée le 15 décembre 2022. L'inspection des installations classées n'a pas observé la présence d'antenne sur les silos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/1999, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs mobiles [...]. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 04/11/2020 :</u> "L'exploitant a présenté le 4 novembre 2020 le rapport de contrôle des extincteurs du site, réalisé par SCUTUM (référence S312506) daté du 15 octobre 2019. [...] Enfin, l'inspection des installations classées a contrôlé le contenu du registre de sécurité concernant les contrôles des moyens de lutte contre l'incendie. Ce registre contient les informations suivantes consultées par sondage : <ul style="list-style-type: none"> • La date des vérifications, la dernière datant du 15 octobre 2019 ; • Le nom de la société chargée de la vérification, la dernière ayant été réalisée par la société SCUTUM ; • Le motif de la visite, la dernière entrée étant réalisée pour vérification périodique. L'inspection des installations classées note que la dernière vérification date de plus d'un an par rapport à la date de l'inspection." Non-conformité NC2 : "La dernière vérification des extincteurs remonte à plus d'un an par rapport à la date de l'inspection." <u>Réponse de l'exploitant du 14/01/2021 :</u> "Vous trouverez, ci-joint, le rapport d'intervention de l'entreprise SCUTUM du 25/11/2020 (voir pièce jointe n°1)." Le document transmis par l'exploitant dans ce courrier fait état d'un contrôle des extincteurs réalisé le 25 novembre 2020. Ce rapport indique un besoin de remplacer plusieurs extincteurs et qu'un devis a été proposé par le prestataire. <u>Constat du 21/06/23 :</u> L'exploitant a présenté un rapport de contrôle des extincteurs en date du 14 juin 2023. Ce rapport ne liste pas d'observations sur les équipements installés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Respect étude technique foudre - D1 VI 04/11/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constats du 04/11/2020 :</u> "L'exploitant a transmis l'étude technique du risque foudre du site datée du 15 septembre 2014, mise à jour suite à l'addition d'une fosse de réception, d'un élévateur, et de transporteurs sur le site. Cette étude fait plusieurs recommandations pour compléter les dispositifs déjà en place. L'exploitant n'a pas indiqué si ces préconisations ont été mises en place depuis la réception de l'étude." Demande D1 : "L'exploitant tient à disposition de l'inspection les documents justifiant de la mise en place des recommandations listées dans l'étude technique du 15 septembre 2014." <u>Réponse de l'exploitant du 14/01/2021 :</u> "Vous trouverez, ci-joint, la facture de mise en conformité des installations réalisée par l'entreprise ETS Renard (voir pièce jointe n°2)." Le document transmis n'indique pas quand les travaux ont été réalisés, ni s'ils ont été réalisés. <u>Constat du 21/06/23 :</u> L'inspection des installations classées a consulté le rapport DEKRA de vérification visuelle des installations foudre en date du 9 juin 2023. Ce rapport indique que les installations sont en cohérence avec les recommandations de l'étude technique foudre du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des équipements de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Constats : Des non-conformités relevées dans la dernière vérification des équipements de protection contre la foudre ne sont pas corrigées au jour de l'inspection.
Observations : L'inspection des installations classées a consulté le rapport DEKRA de vérification visuelle des installations foudre en date du 9 juin 2023. Ce rapport liste plusieurs observations, concernant le nettoyage et l'accès correct aux mesures des prises de terre du site, ainsi que l'absence du matériel nécessaire pour procéder au contrôle des PDA. L'exploitant n'a pas indiqué de délai quand à la correction de ces observations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/1999, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs mobiles [...]. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <u>Constat du 04/11/2020 :</u> "L'extincteur situé au poste de chargement fer est indiqué comme « prévoir remplacement ». L'exploitant n'a pas justifié du remplacement de cet équipement. L'inspection des installations classées n'a pas contrôlé le corps de l'extincteur pour vérifier la date de mise en service notée sur celui-ci. L'exploitant n'a pas justifié si l'extincteur du chargement fer a été remplacé depuis le contrôle du 15 octobre 2019." Demande D2 : "L'exploitant indiquera si l'extincteur du poste de chargement fer a été remplacé depuis la vérification des extincteurs du 15 octobre 2019." <u>Réponse de l'exploitant du 14/01/2021 :</u> "L'extincteur du poste de chargement fer a fait l'objet d'un contrôle lors de la visite du 25/11/2020 (voir photo en pièce jointe n°3)." La photo transmise par l'exploitant présente les étiquettes de vérification de l'appareil concerné. Cet étiquetage indique une date de mise en service dans les années 2000. <u>Constat du 21/06/23 :</u> L'exploitant indique qu'à sa prise de possession du site, l'extincteur du poste de chargement fer avait été retiré par le précédent exploitant. L'exploitant actuel a procédé au remplacement de ce matériel en 2023. Ce matériel n'a pas fait l'objet d'observation lors du contrôle des extincteurs du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/1999, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] En particulier, les dispositions suivantes seront respectées : • Création d'une réserve d'eau incendie de 900 m ³
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'élément justifiant du volume de sa réserve incendie.
Observations : <u>Constat du 04/11/2020 :</u> "L'inspection des installations classées a par ailleurs constaté la présence de la réserve incendie, située à proximité du bureau du site. D'après le témoignage de l'exploitant, son volume est de 900 m ³ , mais il n'apporte pas de justificatif confirmant ce volume. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier du volume de sa réserve incendie." Demande D3 : "L'exploitant justifiera du volume de la réserve incendie." <u>Réponse de l'exploitant du 14/01/2021 :</u> "Vous trouverez, ci-joint, la facture de l'entreprise MAY indiquant le volume de déblais évacué pour la réalisation de la réserve incendie ainsi que le calcul du volume d'eau de la réserve (voir pièces jointes n°4 et n°5). Selon ce calcul, le volume d'eau disponible est bien supérieur au volume d'eau demandé." Le calcul fourni par l'exploitant se base sur les dimensions mesurées par lui du bassin, et le volume de déblais retiré par son prestataire en 2000. Le résultat du calcul indique un volume d'eau sur site de 2900 m3, ce qui semble élevé pour un bassin demandé à 900 m3. <u>Constat du 21/06/23 :</u> L'exploitant ne dispose pas, au jour de l'inspection, de document justifiant du volume de sa réserve incendie. Il a indiqué qu'une opération de nettoyage de la réserve incendie est prévu ultérieurement dans l'année, et que la mesure des dimensions de la réserve sera intégrée à la prestation. Un devis signé pour la réalisation de cette opération de nettoyage a été présenté lors de l'inspection. Cependant, au vu des conditions climatiques de sécheresse lorsque l'inspection a eu lieu, l'exploitant a indiqué que la réalisation de ce nettoyage a été retardée pour attendre des conditions plus clémentes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Affichage du volume disponible d'eau incendie - R1 VI 04/11/20

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/1999, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Volume d'eau disponible
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs mobiles, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. [...] En particulier, les dispositions suivantes seront respectées : <ul style="list-style-type: none">• Création d'une réserve d'eau incendie de 900 m³
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un moyen de connaître le volume d'eau disponible dans sa réserve incendie.
Observations : <u>Constat du 04/11/2020 :</u> "L'inspection des installations classées a par ailleurs constaté la présence de la réserve incendie, située à proximité du bureau du site. D'après le témoignage de l'exploitant, son volume est de 900 m ³ , mais il n'apporte pas de justificatif confirmant ce volume. De plus, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de placer à proximité un panneau confirmant le volume de la réserve, ainsi que la mise en place d'un moyen permettant de constater la présence du volume minimal prescrit dans la réserve incendie." Remarque R1 : "L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'installer un panneau signalant le volume de la réserve incendie, ainsi qu'un moyen permettant de contrôler la présence du volume minimal prescrit dans la réserve incendie." <u>Réponse de l'exploitant du 14/01/2021 :</u> "Vous trouverez, ci-joint, une photo du panneau mis en place (voir pièce jointe n°6)." La photo transmise montre le panneau recommandé. L'inspection ne constate pas, sur la photographie fournie, la présence d'un système permettant de contrôler le volume disponible. <u>Constat du 21/06/23 :</u> L'inspection des installations classées a observé la présence d'un panneau indiquant que la réserve abrite une capacité théorique de 900 m3. L'inspection des installations classées n'a pas observé la présence d'un système en place permettant de déterminer le volume d'eau disponible dans la réserve. L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'une fois le volume de sa réserve incendie mesuré, tel qu'indiqué dans le point de contrôle précédent, un équipement permettant de juger du remplissage de cette réserve serait mis en place pour connaître à tout moment le volume d'eau disponible dans la réserve incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Fréquence de contrôle d'empoussièrement - NC1 VI 25/06/21

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écarts constatés.
Observations : <u>Constat et Non-conformité NC1 du 25/06/2021 :</u> "Le dernier contrôle d'empoussièrement du site enregistré sur le carnet de contrôle date de la semaine 20 (contrôle réalisé la semaine 25) alors que les consignes d'exploitation demandent un contrôle hebdomadaire." <u>Réponse de l'exploitant du 11/08/2021 :</u> "Le registre de suivi de l'enregistrement a été mis à jour (voir pièce jointe n°1)." Le document transmis par l'exploitant est un extrait du registre de suivi des contrôles d'empoussièrement de l'année 2021. Ce document indique un contrôle hebdomadaire après la semaine 25 où a eu lieu l'inspection. <u>Constat du 21/06/23 :</u> L'exploitant a présenté lors de l'inspection la procédure encadrant les conditions de surveillance et de gestion de l'empoussièrement du site, datée du mois de juin 2023. Cette procédure indique qu'une ronde de surveillance hebdomadaire doit être réalisée. Le contrôle du suivi de l'empoussièrement indique que cette ronde a été réalisée depuis le début de l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2023, article R. 512-69
Thème(s) : Autre, Suite d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p><u>Constat et demande D1 du 25/06/2021 :</u></p> <p>"L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport d'incident lié à l'événement survenu le 24 juin 2021 dans l'établissement de Gellainville."</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 11/08/2021 :</u></p> <p>"Vous trouverez, ci-joint, le rapport d'incident survenu le 24 juin 2021 (voir pièce jointe n°2)."</p> <p>Le document transmis par l'exploitant dans son courrier répond à la demande, et est correctement rempli. La réponse de l'exploitant n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivi des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 2 et 4
Thème(s) : Situation administrative, Respect des quantités autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2 : Le site est autorisé à stocker un volume maximal de 19 200 m ³ de matériaux combustibles analogues à du bois. Article 4 : Les cellules susceptibles d'accueillir les pellets sont les cellules référencées "Cellule n°1" et "Cellule n°2" en référence au plan joint par le pétitionnaire à son courrier du 22 juillet 2022.
Constats : L'exploitant doit justifier de la nature du produit nommé "Coques" stocké dans la cellule C5 le jour de l'inspection.
Observations : L'exploitant a présenté un état des stocks au 19 juin 2023. Ce document indique que les cellules référencées 1 et 2 abritent des pellets, pour une quantité observée de 6 800 tonnes de produits classé au titre de la rubrique 1532, soit un volume d'environ 11 334 m ³ , d'après les données fournies par l'exploitant dans son dossier de modification du site. L'état des stocks n'indique pas de pellets dans d'autres cellules du site. Par ailleurs, un stockage d'environ 1600 tonnes de produit nommé "Coques" est stocké dans la cellule référencée C5 du site. L'exploitant doit justifier de la nature de ce produit, et qu'il ne rentre pas sous la catégorisation de matériau combustible analogue à du bois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau de 900 m³ ; Cette réserve répond aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - elle est munie de trois aires d'aspiration de 32 m² (8x4). Chaque aire est stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN et est matérialisée au sol par l'exploitant ; - elle dispose de trois cannes ou poteaux d'aspiration ; - elle est nettoyée périodiquement [...].
<p>Constats : Les aires d'aspiration liées à la réserve incendie ne sont pas matérialisées au jour de l'inspection.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a présenté un devis pour l'opération de nettoyage du bassin incendie. Cette opération comprends une vidange du bassin. L'exploitant a indiqué qu'au vu des conditions météorologiques dans la période de l'inspection, la vidange et le remplissage du bassin ont été volontairement reportés.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées a observé la présence de trois dispositifs d'aspiration branchés sur la réserve incendie.</p> <p>Les aires d'aspiration ne sont pas matérialisées au jour de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2022, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordées à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité de 1 400 m3. [...] La capacité de confinement est maintenue en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Dans le cas où le confinement est assuré par un bassin, l'exploitant s'assure de l'absence de végétation pouvant amener à une réduction du volume disponible du bassin de confinement ou à des difficultés d'accès à ce bassin.
Constats : Le site ne dispose pas, au jour de l'inspection, d'un bassin de rétention d'une capacité de 1 400 m3. L'exploitant transmet un plan des réseaux d'eaux du site pour clarifier la capacité de rétention dont il dispose.
Observations : L'élément qui avait été présenté par le précédent exploitant comme le bassin de rétention du site ne serait pas, d'après le nouvel exploitant, relié au réseau de récupération des eaux pluviales. Cependant, l'exploitant a indiqué que le volume disponible sous les silos représenterait environ 2000 m3 pour contenir les eaux d'un éventuel incendie. Après consultation des plans de construction liés au dossier du 18 février 1999 ayant amené à la prise de l'arrêté préfectoral du 2 août 1999, l'actuelle réserve incendie est implantée à l'emplacement du projet de bassin de récupération des eaux. Pour clarifier cette situation, l'exploitant est invité à transmettre à l'inspection des installations classées un plan des réseaux présents sur son site. Le site ne dispose pas, au jour de l'inspection, d'un bassin de rétention d'une capacité de 1 400 m3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours